26 Mansier 1846

ACADÉMIE ROYALE DE MÉDECINE DE BELGIQUE.

QUESTION DE LA VENTE DES MÉDICAMENTS.

PROPOSITION BE M. WARTERS.

Dans le but de simplifier et d'abréger la discussion du rapport sur la vente des médicaments, j'ai l'honneur de soumettre à l'Académie les observations suivantes :

« Comme il me parait évident que des communes virules d'une fibile pogulation ne suraient, quont tax besoins du service de santé, fournir une honnéte existence à deux hommes de lart, c'està-dire, à un médecin et à un pharmacien, et qu'il fant cependant pourvoir au service médical dans les campagnes, je pense que conformément à l'esprit de la loi du 12 mars 1818. il est nécessire d'autoriser les médeins à lourair les médicaments à leurs malades, dans loutes les communes rurales dont la noualisión n'excéderait sos 3000 mes.

« Dans tons les cas, pour respecter, autant que possible, les positions aequises en vertu de la loi du 12 mars 1818, je pense que l'équité exige que les médecins qui auraient établi à la esumpagne une plusmacie conformientat à la loi susdite, pourraient continuer à joir du bénélice de cette loi, pour autant toutefois qu'ils se conformerient dans l'everéee de la plusmacie, aux réglements émanés et à émaner à ce sujet. Paute de quoi et sur l'avis de la Gommission médicale, la faculté d'exercer la plusmacie devrait leur étre retirée.

« De même, et par une juste réciprocité, je pense qu'il ne devrait pas être permis à un médecin de fournir des médicaments dans une compune où il y a un phar-

Site Brocky.

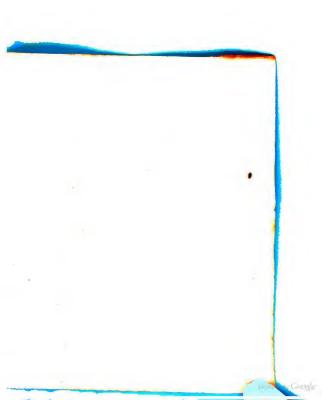
Site Brocky.

File of francoil.

« Il est bien entendu que, dans tous les cas, pour éviter les dangers d'un trop grand retard dans l'administration des remèdes, il sera toujours permis aux médecins dans des circonstances urgentes et lorsque la maladie exige un prompt secours, de fournir à leurs malades soit des contre-poisons, soit un des médicaments suivants : turtre émétique, sens ...ullate de kinine, laudanums.

« En soumettant à l'Académie les propositions qui précèdent, je n'ai eu en vue que l'intérêt du public, qui, seul, doit nous guider dans une délibération aussi importante. Ce même intérêt s'oppose à ce que l'on maintienne purement et simplement les dispositions de la loi du 12 mars 1818. Car il est évident pour moi, qu'en accordant aux médecins la faculté de vendre des médicaments dans tout le plat pays, même là où il y a des pharmaciens établis, on exclut entièrement les pharmaciens des campagnes. Or, tel n'a pu être le but de la loi, puisqu'il sera toujours avantageux pour le public' que l'exercice de la pharmacie soit séparé, autant que possible, de celui de la médecine, tant par l'aptitude plus grande qu'a le pharmacien pour la préparation des médicaments, que parce qu'il peut y donner tout son temps, et que, par ses études spéciales, il est plus à même de bien connaître la bonne ou mauvaise qualité des remèdes.

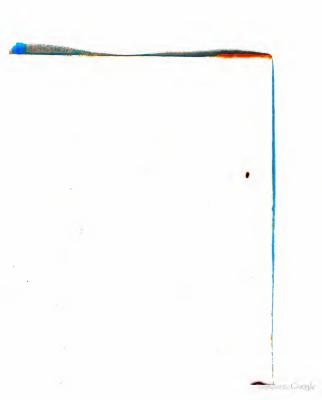
Louvain, lc 18 Janvier 1846.



« Il est bien entenduque, dans tous les eas, pour évite les dangers d'un trop grand retard dans l'administration des remèdes, il sera toujours permisaux médecins dans des circonstances urgantes et lorsque la maladie exige un prompt secours, de fournir à leurs malades soit des contre-poisons, soit un des médicaments suivants : turtre émétique, sera : sulfate de kinine, laudanum

« En soumettant à l'Académie les propositions qui précèdent, je n'ai cu en vue que l'intérêt du public, qui, seul, doit nous guider dans une délibération aussi importante. Ce même intérêt s'oppose à ce que l'on maintienne purement et simplement les dispositions de la loi du 12 mars 1818. Car il est évident pour moi, qu'en accordant aux médecins la faculté de vendre des médicaments dans tout le plat pays, même là où il y a des pharmaciens établis, on exclut entièrement les pharmaciens des campagnes. Or, tel n'a pu être le but de la loi, puisqu'il sera toujours avantageux pour le public' que l'exercice de la pharmacic soit séparé, autant que possible, de celui de la médecine, tant par l'aptitude plus grande qu'a le pharmacien pour la préparation des médicaments, que parce qu'il peut y donner tout son temps, et que, par ses études spéciales, il est plus à même de bien connaître la bonne ou mauvaise qualité. des remèdes.

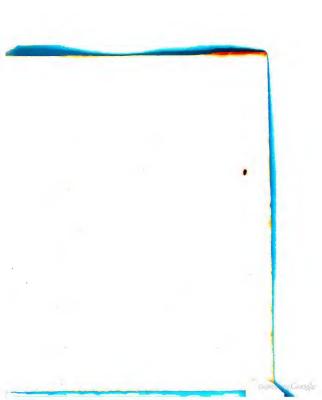
Louvain, le 18 Janvier 1846.



« Il est bien entendu que, dans tous les cas, pour éviter les dangers d'un trop grand retard dans l'administration des remèdes, il sera toujours permis aux médecins dans des circonstances urgentes et lorsque la maladie exige un prompt secours, de fournir à leurs malades soit des contre-poisons, soit un des médicaments suivants : turtre rinétique, sens ...ulfate de kinne, laudanum.

« En soumettant à l'Académie les propositions qui précèdent, je n'aj cu en vue que l'intérêt du public, qui, seul, doit nous guider dans une délibération aussi importante. Ce même intérêt s'oppose à ce que l'on maintienne purement et simplement les dispositions de la loi du 19 mars 1818. Car il est évident pour moi, qu'en accordant aux médecins la faculté de vendre des médicaments dans tout le plat pays, même là où il y a des pharmaciens établis, on exclut entièrement les pharmaciens des campagnes. Or, tel n'a pu être le but de la loi, puisqu'il sera toujours avantageux pour le public ' que l'exercice de la pharmacie soit séparé, autant que possible, de celui de la médecine, tant par l'aptitude plus grande qu'a le pharmaeien pour la préparation des médicaments, que parce qu'il peut y donner tout son temps, et que, par ses études spéciales, il est plus à même de bien connaître la bonne ou mauvaise qualité des remèdes.

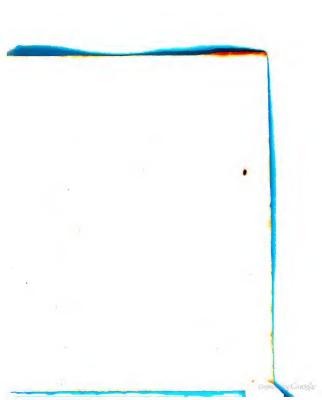
Louvain, le 18 Janvier 1846.



« Il est bien entendu que, dans tous les cas, pour éviter les dangers d'un trop grand retard dans l'Andimistration des remèdes, il sera toujours permis aux médecins dans des circonstances urgentes et lorsque la maladie exige un prompt secours, de fournir à leurs malades soit des contre-poisons, soit un des médicaments suivants: turtre émétique, sens , sulfate de kinne, laudanum.

« En soumettant à l'Académie les propositions qui précèdent, je n'ai cu en vue que l'intérêt du public, qui, seul, doit nous guider dans une délibération aussi importante. Ce même intérêt s'oppose à ce que l'on maintienne purement et simplement les dispositions de la loi du 12 mars 1818. Car il est évident pour moi, qu'en accordant aux médecins la faculté de vendre des médicaments dans tout le plat pays, même là où il y a des pharmaciens établis, on exclut entièrement les pharmaciens des campagnes. Or, tel n'a pu être le but de la loi, puisqu'il sera toujonrs avantageux pour le public' que l'exercice de la pharmacie soit séparé, autant que possible, de celui de la médecine, tant par l'aptitude plus grande qu'a le pharmacien pour la préparation des médicaments, que parce qu'il peut y donner tout son temps, et que, par ses études spéciales, il est plus à même de bien connaître la bonne ou mauvaise qualité des remèdes.

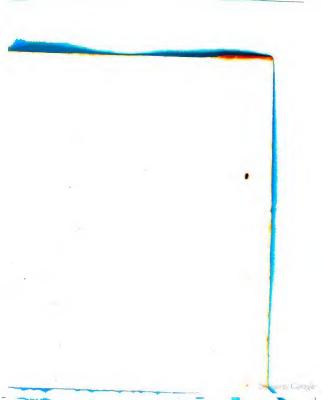
Louvain, le 18 Janvier 1846.



« Il est bien entendu que, dans tous ise cas, pour éviter les dangers d'un trop grand retard dans l'administration des remèdes, il sera toujours permis aux médeeins dans des circonstances urgentes et lorsque la maladie exige un prompt secours, de fournir à leurs malades soit des contre-poisons, soit un des médicaments suivants: turtre émétique, sené, sulfate de kinne, laudanum

« En soumettant à l'Académie les propositions qui précèdent, je n'ai cu en vue que l'intérêt du public, qui, seul, doit nous guider dans une délibération aussi importante. Ce même intérêt s'oppose à ce que l'on maintienne purement et simplement les dispositions de la loi du 12 mars 1818. Car il est évident nour moi, qu'en aceordant aux médecins la faculté de vendre des médicaments dans tout le plat pays, même là où il y a des pharmaeiens établis, on exclut entièrement les pharmaciens des campagnes. Or, tel n'a pu être le but de la loi, puisqu'il sera touiours avantageux pour le public que l'exercice de la pharmacie soit séparé, autant que possible, de celui de la médecine, tant par l'aptitude plus grande qu'a le pharmacien pour la préparation des médicaments, que parce qu'il peut y donner tout son temps, et que, par ses études spéciales, il est plus à mênte de bien connaître la bonne ou mauvaise qualité des remèdes.

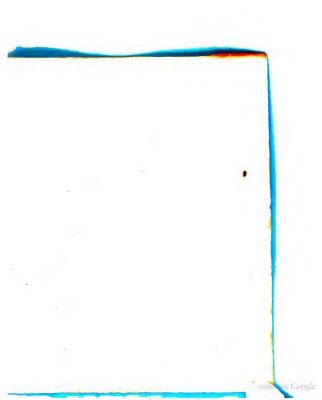
Louvain, le 18 Janvier 1846.



« Il est bien entendu que, dans tous les cas, pour éviter les dangers d'un trop grand retard dans l'administration des remèdes, il sera toujours permis aux médeeins dans des eirconstances urgentes et lorsque la maladie exige un prompt secours, de fournir à leurs malades soit des contre-poisons, soit un des médicaments suivants : fartre émétique, sera : sulfate de kinne, laudanum.

« En soumettant à l'Académie les propositions qui précèdent, je n'ai cu en vue que l'intérêt du publie, qui, seul, doit nous guider dans une délibération aussi importante. Ce même intérêt s'oppose à ce que l'on maintienne purement et simplement les dispositions de la loi du 12 mars 1818. Car il est évident pour moi, qu'en aceordant aux médeeins la faculté de vendre des médicaments dans tout le plat pays, même là où il y a des pharmaciens établis, on exclut entièrement les pharmaeiens des campagnes. Or, tel n'a pu être le but de la loi, puisqu'il sera toujours avantageux pour le public' que l'exercice de la pharmacie soit séparé, autant que possible, de celui de la médecine, tant par l'antitude plus grande qu'a le pharmacien pour la préparation des médicaments, que parce qu'il peut y donner tout son temps, et que, par ses études spéciales, il est plus à même de bien connaître la bonne ou mauvaise qualité des remèdes.

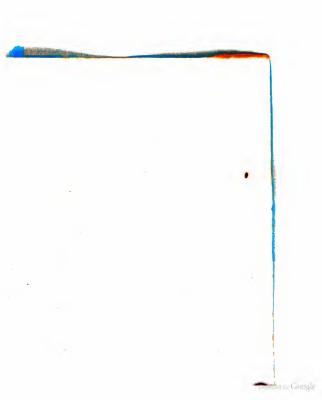
Louvain, le 18 Janvier 1846.



« Il est bien entendu que, dans tous les cas, pour éviter les dangers d'un trop grand retand dans l'administration des remèdes, il sera toujours permis aux médecins dans des circonstânces urgentes et lorsque la maladie exige un prompt secours, de fournir à leurs malades soit des contre-poisons, soit un des médicaments suivants: tartre rénétiume, sens, sulfate de kinne, laudanuats.

« En soumettant à l'Académie les propositions qui précèdent, je n'aj cu en vue que l'intérêt du public, qui, seul, doit nous guider dans une délibération aussi importante. Ce même intérêt s'oppose à ce que l'on maintienne purement et simplement les dispositions de la loi du 12 mars 1818. Car il est évident pour moi, qu'en accordant aux médecins la faculté de vendre des médicaments dans tout le plat pays, même là où il v a des pharmaciens établis, on exclut entièrement les pharmaciens des campagnes. Or, tel n'a pu être le but de la loi, puisqu'il sera toujours avantageux pour le public ' que l'exercice de la pharmacie soit séparé, autant que possible, de celui de la médecine, tant par l'aptitude plus grande qu'a le pharmacien pour la préparation des médicaments, que parce qu'il peut y donner tout son temps, et que, par ses études spéciales, il est plus à même de bien connaître la bonne ou mauvaise qualité des remèdes.

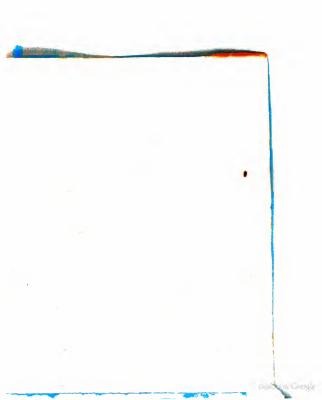
Louvain, le 18 Janvier 1846.



« Il es bien entenduque, dans tous les ess, pour évier les dangers d'un trop grand retard dans l'administration des remèdes, il sera toujours permis aux médecins dans des érconstances urgentes et lorsque la maladie exige un prompt secours, de fourair à leurs malades oxige et contre-poisons, soit un des médicaments suivants: turtre rémétione, ené. «alfate de hime, laudanum.

« En soumettant à l'Académie les propositions qui précèdent, je n'ai cu en vue que l'intérêt du publie, qui, seul, doit nous guider dans une délibération aussi importante. Ce même intérêt s'oppose à ce que l'on maintienne purement et simplement les dispositions de la loi du 12 mars 1818. Car il est évident pour moi, qu'en accordant aux médecins la faculté de vendre des médieaments dans tout le plat pays, même là où il y a des pharmaeiens établis, on exelut entièrement les pharmaciens des campagnes. Or, tel n'a pu être le but de la loi, puisqu'il sera toujours avantageux pour le publie " que l'exercice de la pharmaeie soit séparé, autant que possible, de celui de la médecine, tant par l'aptitude plus grande qu'a le pharmaeien pour la préparation des médicaments, que parce qu'il peut y donner tont son temps, et que, par ses études spéciales, il est plus à même de bien connaître la bonne on mauvaise qualité des remèdes.

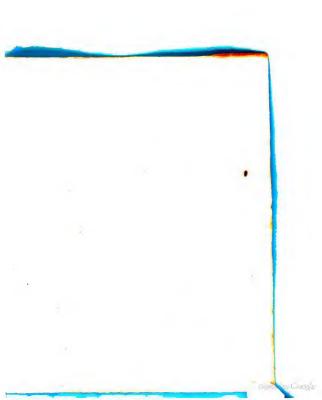
Louvain, le 18 Janvier 1846.



« Il est bien entendu que, dans tous les eas, pour éviter les dangers d'un trop grand retard dans l'administration des remèdes, il sera toujours permis aux médeeins dans des circonstances urgentes et lorsque la maladie exige un prompt secons, de fournit à leurs malades soit des contre-poisons, soit un des médicaments suivants : tartre rénétiuse, sens : sulfate de kinne, laudanums

« En soumettant à l'Académie les propositions qui précèdent, je n'aj cu en vue que l'intérêt du publie, qui, seul, doit nous guider dans une délibération aussi importante. Ce même intérêt s'oppose à ce que l'on maintienne purement et simplement les dispositions de la loi du 12 mars 1818. Car il est évident pour moi, qu'en accordant aux médecins la faculté de vendre des médicaments dans tout le plat pays, même là où il y a des pharmaciens établis, on exclut entièrement les pharmaciens des campagnes. Or, tel n'a pu être le but de la loi, puisqu'il sera toujours avantageux pour le public' que l'exercice de la pharmacie soit séparé, autant que possible, de celui de la médecine, tant par l'aptitude plus grande qu'a le pharmacien pour la préparation des médicaments, que parce qu'il peut y donner tont son temps, et que, par ses études spéciales, il est plus à même de bien connaître la bonne ou mauvaise qualité des remèdes.

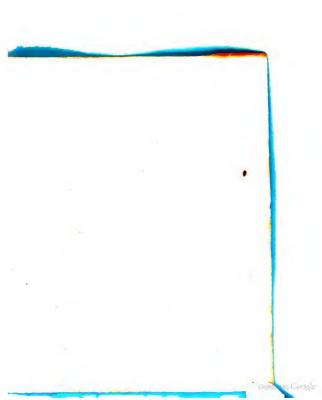
Louvain, le 18 Janvier 1846.



« Il est bien entenduque, dans tous les cas, pour éviter les dangers d'un trop grand retard dans l'administration der remèdes, il sera toujours permis aux médecins dans des circonstances urgentes et lorsque la maladie exige un prompt secours, de fournir à leurs malades soit des contre-poisons, soit un des médicaments suivants: tartre rémétique, serie, sulfate de kinne, laudarmats.

« En soumettant à l'Académie les propositions qui précèdent, je n'aj cu en vue que l'intérêt du public, qui, seul, doit nous guider dans une délibération aussi importante. Ce même intérêt s'oppose à ce que l'on maintienne purement et simplement les dispositions de la loi du 12 mars 1818. Car il est évident pour moi, qu'en accordant aux médecins la faculté de vendre des médicaments dans tout le plat pays, même là où il v a des pharmaciens établis, on exclut entièrement les pharmaciens des campagnes. Or, tel n'a pu être le but de la loi, puisqu'il sera toujours avantageux pour le public ' que l'exercice de la pharmacie soit séparé, autant que possible, de celui de la médecine, tant par l'aptitude plus grande qu'a le pharmacien pour la préparation des médicaments, que parce qu'il peut y donner tont son temps, et que, par ses études spéciales, il est plus à même de bien connaître la bonne ou mauvaise qualité des remèdes.

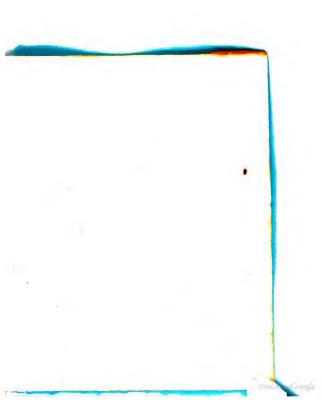
Louvain, le 18 Janvier 1846.



« Il est bien entendu que, dans tous les cas, pour éviter des dangers d'un trop prand retard dans Tadministration des remèdes, il sera toujours permis aux médecins dans des circonstances urgentes et lorsque la maladie exige un prompt secours, de fournir à leurs malades soit des contre-poisons, soit un des médicaments suivants: fartre rémétique, sené, sulfate de kinne, laudanum.

« En soumettant à l'Académie les propositions qui précèdent, je n'ai eu en vue que l'intérêt du publie, qui, seul, doit nous guider dans une délibération aussi importante. Ce même intérêt s'oppose à ce que l'on maintienne purement et simplement les dispositions de la loi du 12 mars 1818. Car il est évident pour mol, qu'en accordant aux médecins la faculté de vendre des médicaments dans tout le plat pays, même là où il y a des pharmaciens établis, on exclut entièrement les pharmaciens des campagnes. Or, tel n'a pu être le but de la loi, puisqu'il sera toujours avantageux pour le public ' que l'exercice de la pharmacie soit séparé, autant que possible, de celui de la médecine, tant par l'aptitude plus grande qu'a le pharmacien pour la préparation des médicaments, que parce qu'il peut y donner tout son temps, et que, par ses études spéciales, il est plus à même de bien connaître la bonne ou mauvaise qualité des remèdes.

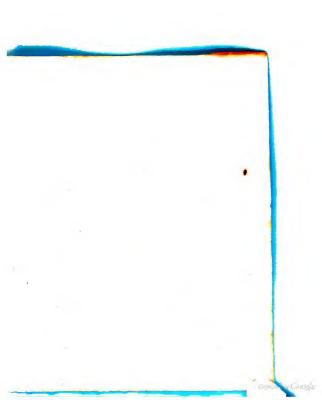
Louvain, le 18 Janvier 1846.



« Il est bien entendu que, dans tous les cas, pour éviter les dangers d'un trop grand retard dans l'administration des remèdes, il sera toujours permis aux médecins dans des circonstances urgentes et lorsque la maladie exige un prompt secours, de fournir à leurs malades soit des contre-poisons, soit un des médicaments suivants: fartre émétique, sené, sulfate de kinne, laudanum

« En soumettant à l'Académie les propositions qui précèdent, je n'ai cu en vue que l'intérêt du publie, qui, seul, doit nous guider dans une délibération aussi importante. Ce même intérêt s'oppose à ce que l'on maintienne purement et simplement les dispositions de la loi du 12 mars 1818. Car il est évident pour moi, qu'en accordant aux médecins la faculté de vendre des médicaments dans tout le plat pays, même là où il y a des pharmaciens établis, on exelut entièrement les pharmaciens des campagnes. Or, tel n'a pu être le but de la loi, puisqu'il sera toujours avantageux pour le public que l'exercice de la pharmacie soit séparé, autant que possible, de celui de la médecine, tant par l'aptitude plus grande qu'a le pharmacien pour la préparation des médicaments, que parce qu'il peut y donner tout son temps, et que, par ses études spéciales, il est plus à même de bien connaître la bonne ou mauvaise qualité des remèdes.

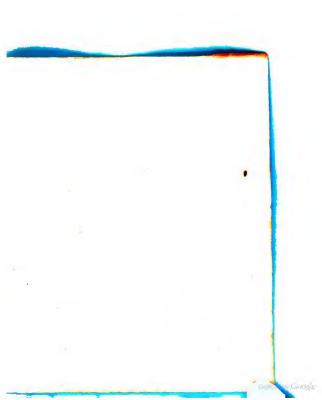
Louvain, le 18 Janvier 1846.



« Il est bien entendu que, dans tous les ess, pour éviteir les danger d'un trop grant etat dans l'administration des remèdes, il sera toujours permis aux médecins dans des éreonstances urgentes et lorsque la maiadie exige un prompt secony, de fourirà le leurs maiades soit des contre-poisons, soit un des médieaments suivants: lurtre émilique, sené, sulfate de kinine, faudanum.

« En soumettant à l'Académie les propositions qui précèdent, je n'aj cu en vue que l'intérêt du public, qui, seul, doit nous guider dans une délibération aussi importante. Ce même intérêt s'oppose à ee que l'on maintienne purement et simplement les dispositions de la loi du 12 mars 1818. Car il est évident pour moi, qu'en accordant aux médeeins la faeulté de vendre des médicaments dans tout le plat pays, même là où il y a des pharmaciens établis, on exelut entièrement les pharmaeiens des campagnes. Or, tel n'a pu être le but de la loi, puisqu'il sera toujours avantageux pour le public." que l'exercice de la pharmacie soit séparé, autant que possible, de celui de la médecine, tant par l'aptitude plus grande qu'a le pharmaeien pour la préparation des médieaments, que parce qu'il peut y donner tout son temps, et que, par ses études spéciales, il est plus à même de bien connaître la bonne ou mauvaise qualité des remèdes.

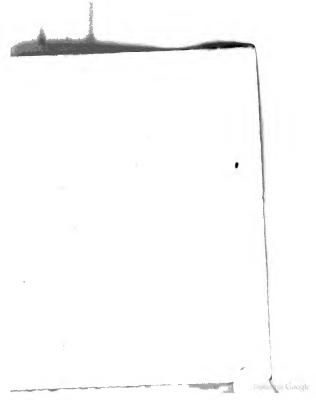
Louvain, le 18 Janvier 1846.



« Il est bien entendu que, dans tous les cas, pour éviter les dangers d'un trop grand retard dans l'administration des remèdes, il sera toujours permis aux médecins dans des eirconstances urgentes et lorsque la maladie c'aige un prompt secours, de fournir à leurs malades soit des contre-poisons, soit un des médicaments suivants: turtre émétique, sens, sultate de kinne, laudanum.

« En soumettant à l'Académie les propositions qui précèdent, je n'aj cu en vue que l'intérêt du publie, qui, seul, doit nous guider dans une délibération aussi importante. Ce même intérêt s'oppose à ce que l'on maintienne purement et simplement les dispositions de la loi du 12 mars 1818. Car il est évident pour moi, qu'en accordant aux médecins la faculté de vendre des médicaments dans tout le plat pays, même là où il v a des pharmaeiens établis, on exclut entièrement les pharmaciens des campagnes. Or, tel n'a pu être le but de la loi, puisqu'il sera toujours avantageux pour le publie que l'exerciee de la pharmacie soit séparé, autant que possible, de eelui de la médecine, tant par l'aptitude plus grande qu'a le pharmaeien pour la préparation des médicaments, que paree qu'il peut y donner tout son temps, et que, par ses études spéciales, il est plus à même de bien connaître la bonne ou mauvaise qualité des remèdes.

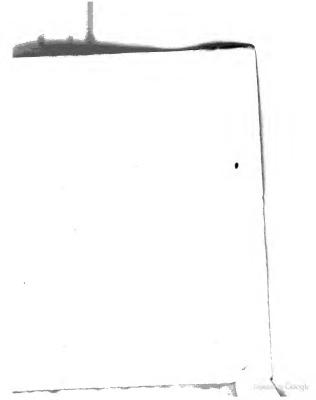
Louvain, le 18 Janvier 1846.



« Il est bien entendu que, dans tous les cas, pour éviter les dangers d'un rop grant ertard dans l'administration des remèdes, il sera toujours permis aux médecins dans des circonstances urgentes et lorsque la maladie exige un prompt secours, de fournir à leurs malades soit des contre-poisons, soit un des médicaments suivants: tartre émétique, sera, sulfate de kinne, laudanum.

« En soumettant à l'Académie les propositions qui précèdent, je n'aj cu en vue que l'intérêt du publie, qui, seul, doit nous guider dans une délibération aussi importante. Ce même intérêt s'oppose à ce que l'on maintienne purement et simplement les dispositions de la loi du 12 mars 1818. Car il est évident pour moi, qu'en accordant aux médecins la faculté de vendre des médicaments dans tout le plat pays, même là où il y a des pharmaciens établis, on exelut entièrement les pharmaciens des campagnes. Or, tel n'a pu être le but de la loi, puisqu'il sera toujours avantageux pour le publie " que l'exercice de la pharmaeie soit séparé, autant que possible, de celui de la médecine, tant par l'aptitude plus grande qu'a le pharmacien pour la préparation des médicaments, que parce qu'il peut y donner tout son temps, et que, par ses études spéciales, il est plus à même de bien connaître la bonne ou mauvaise qualité des remèdes.

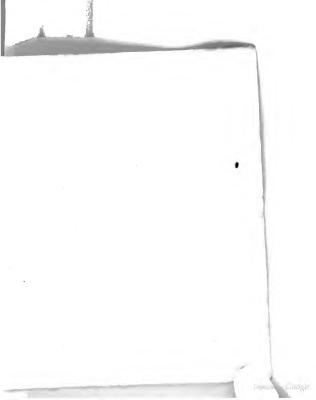
Louvain, le 18 Janvier 1846.



« Il est bien entendu que, dans tous les ess, pour éviter les dangers d'un trop grand retard dans l'administration des remèdes, il sera toujours permis aux médeeins dans des éreonstances urgentes et lorsque la maladie exige un prompt secours, de fourris à leurs malades soit de contre-poisons, soit un des médicaments suivants: surtre émélique, sené, sulfate de kinine, faudamum.

« En soumettant à l'Aeadémie les propositions qui précèdent, je n'ai eu en vue que l'intérêt du publie, qui, seul, doit nous guider dans une délibération aussi importante. Ce même intérêt s'oppose à ce que l'on maintienne purement et simplement les dispositions de la loi du 12 mars 1818. Car il est évident pour moi, qu'en accordant aux médecins la faculté de vendre des médicaments dans tout le plat pays, même là où il y a des pharmaeiens établis, on exclut entièrement les pharmaciens des campagnes. Or, tel n'a pu être le but de la loi, puisqu'il sera toujours avantageux pour le nublie que l'exerciee de la pharmacie soit séparé, autant que possible, de celui de la médecine, tant par l'aptitude plus grande qu'a le pharmaeien pour la préparation des médicaments, que parce qu'il peut y donner tout son temps, et que, par ses études spéciales, il est plus à même de bien connaître la bonne ou manyaise qualité des remèdes.

Louvain, le 18 Janvier 1846.





GAZETTE MEDIC

JOURNAL HEBDOMADAIRE

DE LITTÉRATURE, DI

Par an. . . . fe. Par trimestre . . . Pour l'étranger : - » 25

A La HATE, chez les béritiers Doors

A AIR-LA-CHAPELLE, ches M. Kohnen.

NOUVELLES MÉDIC

LES DOCTEURS PR.-J. VAN MEERBEECK ET CH.

OR S'ABONNE ! A Barrettes, ches l'Editeur. A Pann, ches M. Roret, libraire RESIGN PAR

QUATRIÈME ANNÉE.

DIMANCHE, 23 JANVIER 18

A qui la faute? Redde rationem villiestionis

Lec, cop. 211, v. 1.

Jetons un regard en arrière. Nous voici à la fin

da xvm* siècie (1780-1800). Que voyons-nous dans les campagnes? Par-cl par-là nn gros bourg pourvu d'un chirargien de compagne, rarement d'un licencié en médecine, plus rarement encore d'un pharmacien. Volth pour le petit, pour le très-petit nombre de bourgades popu-leuses et riches; partont ailleurs absencé complète d'un personnel médical régulièrement reçu. Par contre, une fouie de médieastres, de charlatans, de rebouteurs, d'uromantes, etc., exploitant, sans pitié

ni miséricorde, la crédulité des campagnards. Voyez-vous, la, dans cette misérable chanmiere nn homme assis devant un grand feu, cuisant dans d'énurmes chaudières quelques plantes qu'il a encillies dans le voisinage? Le voyez-vous remplir de ce liquide nauséabond des centaines de bouteilles? Est-ce un brasseur? est-ce un distillateur? - Nen, c'est un médicastre ; c'est un homme qui jonit d'une con-

fiance, d'une réputation qui a dépassé les frontières ! Voyez plutôt! A sa porte se trouve, glapissaute et ondulante, une foule de paysans dont les costumes divers annencent asses qu'ils viennent de près et de join. Ces rustres sont de candides habitants de la Campine, des Ardennes, de la Heilande, de la Prusse même, qui viennent échanger leur argent et la santé de ceux qui leur sont le plus cher, contre une de ces bonteilles puisées dans la chaudiere commune. Neus

sommes chez Peerke Van Boekweitstrooi (1). Maintenant regardez plus loin, examinez : il n'est pour les animeux et des recettes pour les est renommé pour la gnérison des gous convulsions.

Là, c'est une pauvre fcome, toute v caduque, toute courbee par l'age. Chaq elle prépare dans une marmite de cuive lons hiéroglyphiques qu'elle remue du bo quille. C'est une sorcière. - On la erain pecte, en attendant qu'on la brule,

Cette misérable créatore parchemia magot, qui, chaque jour, vient s'accroil des malades qui la consultent. Ou la c malheureuse, alsandonnée de Dieu et des trouve son cadavre sur un mouceau d'or

de là, un licencié en médecine meurt de La sorcière a une fille que chacun i fille adopte le netter de sa mère, car il éta lement, comme sa mere n'a pas été enter sainte, et qu'en a jeté son cadavre dans du cimetière, la fille va, la muit, prier sur de sa mère. - Un paysan iyre la voit, lendemain l'avoir aperçue sur un balai, du sabbat. - Des ce moment la fortune dite est faite!.

Au milieu de la forêt demeure un p qui n'a pour toote nourriture que le gibi et pour tent chauffage que le bois see q fait tomber des arbres séculaires. Cen nuit qu'il dresse ses appats, on le trou travers broussailles et taillis. C'est un démon. Craiguez-le, il peut vous jeter un homme qui vit presque en debors de la none et denoue l'aiguillette, fait mourir exerce son influence de près ou de dies tul sont coopues. Il les guéris

ALE BELGE,

E CRITIQUE

RÉDICTION.

Tost es qui concerne la réduction doit être adressé, france, au Docteur Cu. Van Swigesmoven, 27, rue des

ALES.

Grands-Carmes, à Bruxelles Le journal s'echange contre les publications pério liques, scientifiques at littéraires.

PRIX DES ANNONCES. 25 centimes la ligue.

VAN SWYGENHOVEN.

NUMÉRO 4.

146. hommes, II mes et des

ments. Des rebouteurs et des mèges impudents abusent du titre d'officiers de santé, pour couvrir leur

icilie, toute ne semaine, e des bouitut de sa bét, on la rese couve un

ignorance et leur cupidité. » Pour faciliter l'établissement des officiers de santé à la campagne, pour les y attirer, la loi du 21 ger-minal de la même année leur accorda le droit de livrer des médicaments à leurs malades, s'il ne se trouvait pas de pharmaciens établis dans la commune. C'est sous l'empire de cette loi, que des pharmaciens se sout installes dans les villages en France et dans nos provinces wallonnes, où la similitude de langage et d'habitudes disposait les habitants à adopter les mœurs françaises. Dans les provinces flamandes, au contraire, cette loi n'a guere engage les pharmaciens à aller s'établir au plat pays ; là. continua à exister l'habitude infeodée depuis des siècles, de ne voir de pharmacies que dans quelques gros bourgs, aux

re des dons bit panyre. iomines; on A deux pas pousse. La it bon. Seuric on terre juelque coin le tombeau

et assure le

Jui revensit

mœurs et usages citadins. Tel était l'état des choses, lorsque nes provinces furent déclarées partie intégrante du royanme des Pays-Bas. Le gouvernement d'alors réforma la création des officiers de santé en celle des Platts lands heelmeesters, auxquels il accorda d'ailleurs les mêmes droits dont jouissalent les officiers de santé, entre

ment (art. 11). Ces villes et ces localités, assimilées au

plat-pays, claient, comme nous l'apprend l'art. 34

de l'arrêté du 31 mai 1818, toutes celles où ne se

transaient pas etaldis au moine quatre decleure e

de la mauautres, de livrer des médicaments à leurs malades nuvre diable er qu'il tue, dans les communes rurales où n'existaient pas plusieurs pharmaciena. Mais, non content de cela, le gouvernement néerlandais voulut doter les communes rurales des soius éclairés de docteurs en médecine. A cet effet il promnigua la loi du 12 mars 4818, par laquelle il accorda aux docteurs en médecine la faculté de livrer des médicaments à leurs malades ou platpays et dans les villes y assimitées par le gouverne-

ue l'aquilon me c'est la ve rodant à suppôt du sort, - Cet civilisation, es bestiaux, Les malaau moyen ch pronon-

de mules

CONTRACTOR AND ADDRESS OF